



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
aux Affaires Départementales**

Arrêté préfectoral complémentaire n°2026-SGAD/BE-011 en date du 27 janvier 2026

modifiant les conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de tuffeau aux lieux-dits « La Martinière » et « Remeneuil » sur la commune d'Usseau et au lieu-dit « La Petite Garde » sur la commune d'Antran

Société Maquignon Frères

AIOT n° 0007201711

**Le Préfet de la Vienne
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'environnement et notamment son article R. 181-46 ;

VU le code forestier ;

VU le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

VU le décret du Président de la République en date du 7 août 2025 portant nomination de Madame Murièle BOIREAU, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de Poitiers ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-D2/B3-101 du 20 avril 2004 autorisant la SARL MAQUIGNON FRÈRES à exploiter une carrière à ciel ouvert de tuffeau aux lieux-dits « la Martinière » et « Remeneuil », commune d'Usseau et au lieu-dit « la Petite Garde », commune d'Antran, sous certaines conditions, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-DCPPAT/BE-028 du 1^{er} février 2023 délivré à la société MAQUIGNON FRÈRES ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-DCPPAT/BE-075 du 26 mars 2024 délivré à la société MAQUIGNON FRÈRES ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-SG-SGAD-016 du 1^{er} septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne ;

VU la demande de la société MAQUIGNON FRÈRES en date du 21 novembre 2025, visant à obtenir une modification des conditions d'exploitation ;

VU le rapport de synthèse de l'inspecteur des installations classées du 22 janvier 2026 ;

VU le projet d’arrêté préfectoral qui a été notifié le 8 janvier 2026 à la société MAQUIGNON FRÈRES ;

VU le message électronique du 22 janvier 2026 de la société MAQUIGNON FRÈRES indiquant qu’elle n’a pas d’observation à formuler sur le projet d’arrêté préfectoral qui lui a été notifié ;

CONSIDÉRANT que cette demande ne constitue pas une modification substantielle d’exploitation ;

CONSIDÉRANT que la modification des conditions d’exploitation n’entraîne pas une aggravation des dangers ou inconvénients ;

CONSIDÉRANT qu’il y a lieu de redéfinir les conditions d’exploitation ;

CONSIDÉRANT qu’il y a lieu d’actualiser les garanties financières ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Identification

Les dispositions applicables à la société MAQUIGNON FRÈRES, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIREN 337 894 299 et dont le siège social est situé au 12 le prieure de Remeneuil 86230 Usseau, pour la carrière à ciel ouvert de tuffeau qu’elle est autorisée à exploiter aux lieux-dits « la Martinière » et « Remeneuil », commune d’Usseau et au lieu-dit « la Petite Garde », commune d’Antran, sont modifiées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions modifiées

I – Le II de l’article 2 de l’arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2024 susvisé est abrogé. L’article 1.2 de l’arrêté préfectoral du 20 avril 2004 susvisé est remplacé comme suit :

| Commune | Lieu-dit | Section | N°parcelle | Superficie autorisée (m²) |
|---------|-----------------|---------|------------|---------------------------|
| Usseau | La Martinière | C3 | 303 | 8 050 |
| | | | 305 pp | 2 700 |
| | | | 307 | 3 180 |
| | | | 308 | 5 855 |
| | | | 321 | 1 820 |
| | | | 322 | 34 220 |
| | | | 1077 | 314 |
| | | | 1004 pp | 3 551 |
| | | | 1079 | 39 384 |
| | | | 911 | 8 978 |
| | | | 912 | 132 |
| Antran | La Petite Garde | H1 | 477 | 6 113 |
| | | | 480 | 28 853 |
| TOTAL | | | | 143 150 |

Le plan parcellaire est présenté en annexe 1.

L’autorisation est prolongée jusqu’au 20 avril 2028 remise en état incluse.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n’a d’effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

L’épaisseur d’extraction maximale est de 32 m y compris l’épaisseur de découverte.

La cote minimale du fond de la carrière est de 102 m NGF. »

II – Le V de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2024 susvisé est abrogé. L'article 1.8.1 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2004 susvisé est modifié comme suit :

« Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière, pour la dernière période est :

| Périodes | 2025-2028 |
|---------------------------------------|-----------|
| Montant des garanties financières (€) | 204 455 |

»

III – Le VI de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2024 est abrogé. L'article 1.8.2 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2004 susvisé est modifié comme suit :

« L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 130,7 (septembre 2025)

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20 »

IV – L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2024 susvisé est abrogée. L'annexe 1 « Plan cadastral et nouveau périmètre autorisé » du présent arrêté est l'annexe visée à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2004 susvisé.

V – L'annexe 2 « Plan de phasage 2024-2026 » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2024 susvisé représente le plan de phasage pour la période 2026-2028.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers : ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article 4 : Publication

En vue de l'information des tiers et conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est affichée pendant une durée minimum d'un mois dans les mairies des communes d'Usseau et d'Antran, précisant, notamment, qu'une copie de ce document est déposée à la mairie où elle peut être consultée. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et adressé au préfet.
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques « politiques publiques – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – carrières ») pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 : Application

Le secrétaire général de la préfecture, les maires d'Usseau et d'Antran et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société du présent arrêté qui sera notifié :

- à monsieur le directeur de la société MAQUIGNON FRÈRES – 12 Le Prieuré – 86230 Usseau ;

et dont copie sera adressée :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, et du logement ;
- aux maires des communes d'Usseau et d'Antran.

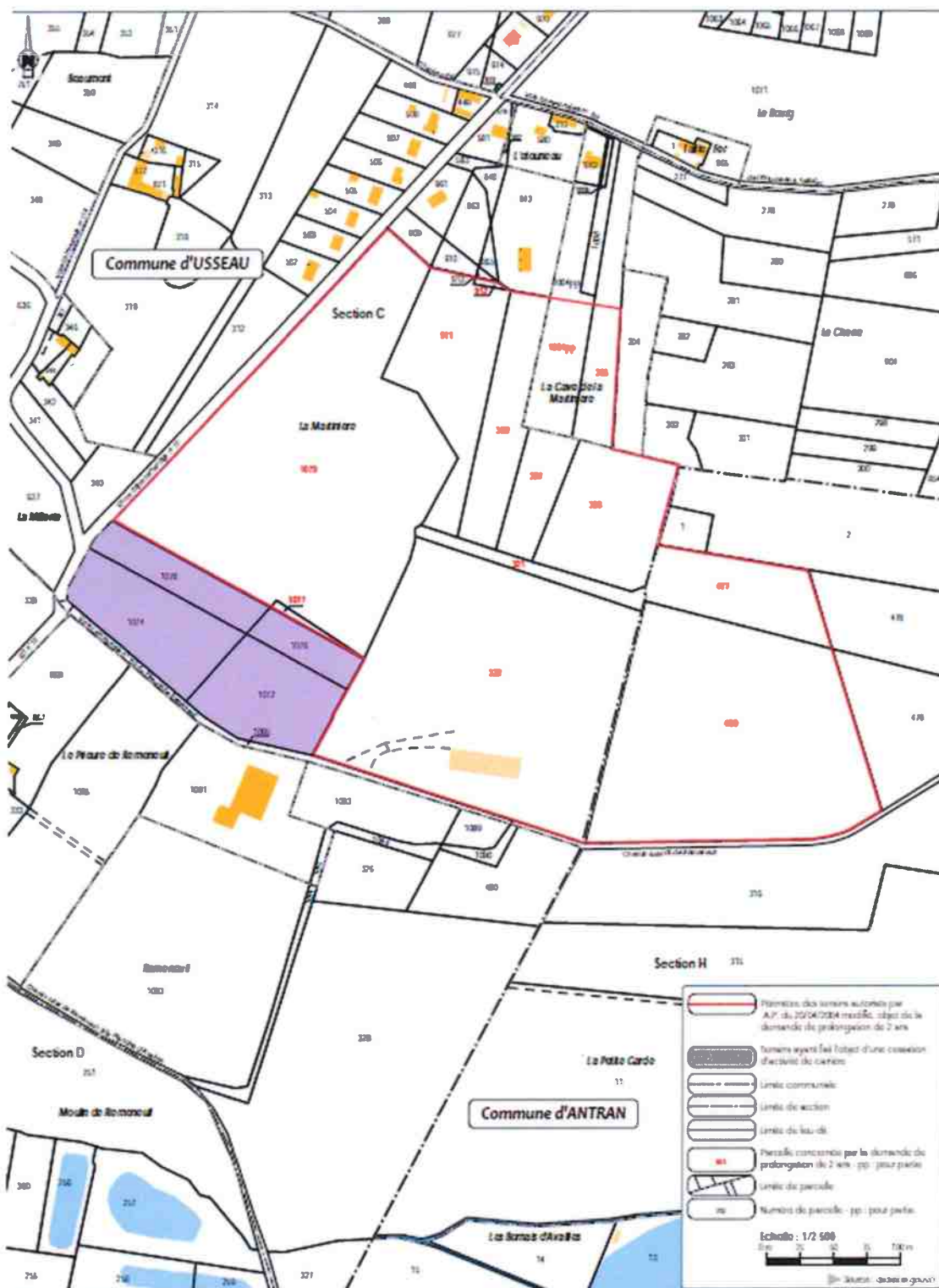
Poitiers, le 27 janvier 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Murièle BOIREAU', with a large, stylized initial 'M' and a horizontal stroke extending to the left.

Murièle BOIREAU

ANNEXE 1 – Plan cadastral et nouveau périmètre autorisé



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2026-SGAD/BE-011 en date du 27 janvier 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale


Murièle BOIREAU